collectif DDH

BULLETIN D'INFORMATION MENSUEL SUR LES DROITS DE L'HOMME EN TURQUIE

Juin 2020

Collectif pour la Défense des Droits de l'Homme

collectif DDH

Collectif pour la Défense des Droits de l'Homme

www.collectifddh.fr

@CollectifDdh

TABLE DES MATIÈRES

Introduction 04

Tortures et mauvais traitements durant la détention, enlèvements 05

Conflit kurde et répression de l'opposition 06

Droit de manifestation 07

L'abus d'accusation de terrorisme 08

Liberté de la Presse et d'expression 09

Réfugiés et minorités 10

Féminicides 11

INTRODUCTION

En juin 2020, mois où nous avons célébré la journée internationale pour le soutien aux victimes de la torture (le 26 juin), la détérioration au sujet des droits de l'homme a continué. M. le Député Ömer Faruk Gergerlioğlu a souligné durant l'interview exclusif avec le Collectif DDH que la pratique de la torture est désormais devenue systématique en Turquie.

TORTURES ET MAUVAIS TRAITEMENTS DURANT LA DÉTENTION, ENLÈVEMENTS

Ebru Timtik et Aytaç Ünsal

Plusieurs cas de torture ont été annoncés au mois de juin. 3 personnes arrêtées pour avoir tué un policier à Diyarbakır auraient subi de la torture dans le commissariat de police. Un rapport a été publié par les organisations des droits de l'homme sur une personne torturée à Diyarbakır. Durant un raid de la police, le directeur de l'Association d'aide aux familles des détenus et des condamnés (TUAY-DER) Şafi Hayme aurait subi de la violence policière.

Durant les raids de la police dans les villes de sud-est de la Turquie, Diyarbakır et Mardin, la violence policière a été rapportée.

Il a été rapporté que deux personnes en garde à vue à Diyarbakır ont été torturées.

Selon le Ministère de la justice, il y a eu 396 plaintes de torture et de mauvais traitements entre le mois d'octobre 2019 et le mois de juin 2020.

Une personne a été tuée par une balle tirée par la police à Başkale (Van).

Il y a eu des violences policières durant les contrôles policiers à Cizre (Şırnak) et à İzmir.

L'Association des droits de l'homme (İHD) a publié un rapport sur la torture et les mauvais traitements entre 2010 et 2019, période durant laquelle elle a constaté une augmentation significative des allégations de torture en garde à vue entre 2016 et 2019. Le rapport a été préparé sur la base de 690 plaintes de ce type que l'association a reçues au cours de la dernière décennie.

Yasin Ugan qui avait été enlevé par le service secret turc pendant 7 mois a dénoncé durant son audience que durant son enlèvement il a été interrogé illégalement sous la torture, que sa tête avait été toujours couverte par un sac et qu'il avait seulement pris 3 fois une douche.

Au mois de juin, plusieurs plaintes concernant des victimes de mauvais traitements ont été reçues des centres pénitentiaires de Silivri (type L), Mardin (type E), Kayseri (femmes), Edirne (type F), Kırşehir (type E), Sincan (type F), Diyarbakır (type D), Bakırköy (femmes), İskenderun (type T), Urfa (type T), Muş (type E), Kürkçüler (type F), Kandıra (type F), Metris (type R), Osmaniye (type T), Bolu (type T), Gebze (femmes), Ağrı Patnos (type L), Aydın (type E).

Dans plusieurs centres pénitentiaires, des prisonniers font la grève de la faim, dont Kırşehir (type E) : 8, Şakran (femmes) : 2, Hilvan (type T) : 5.

Les avocats emprisonnés, Ebru Timtik et Aytaç Ünsal membre de l'Association des juristes contemporains (ÇHD), étaient toujours dans un état de jeûne de la mort au mois de juin pour demander un procès équitable.

CONFLIT KURDE ET RÉPRESSION DE L'OPPOSITION

Une personne a été tuée pour le motif d'avoir écouté de la musique en kurde dans un lieu public à Ankara.

Deux députés du parti HDP, Leyla Güven et Musa Farisoğulları, ont été arrêtés suite à la suppression de leur statut de député. İls ont été libérés après quelques jours.

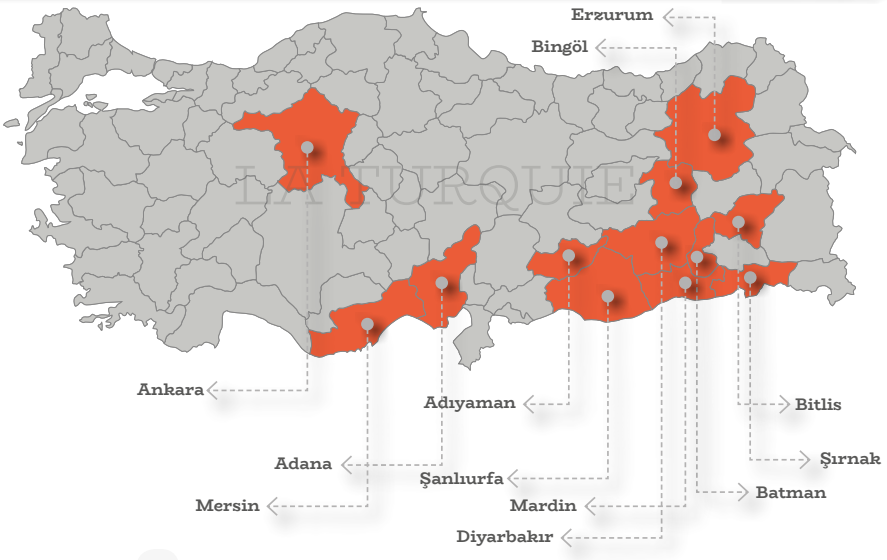
Il y a eu plusieurs raids de la police et des arrestations de groupes kurdes à Diyarbakır (6 personnes), à Adıyaman (4 personnes), à Derik/Mardin (6 personnes), à Cizre/Şırnak (4 personnes), à Adana (10 personnes), à Bitlis (5 personnes), Ömerli/Mardin (7 personnes), à Mersin (une personne), à Suruç/Urfa (10 personnes), à Diyarbakır (4 personnes), à Nusaybin/Mardin (10 personnes), à Beşirli/ Batman (4 personnes), à Karayazı/Erzurum (6 personnes), à Bingöl (12 personnes).

Dans le cadre d'une enquête sur l'ONG Congrès de la société démocratique (DTK), un mandat d'arrêt de 64 personnes a été lancé.

Un administrateur nommé par le gouvernement remplaçant le maire kurde évincé de la ville de Batman a supprimé les panneaux de passage pour piétons bilingues (turc et kurde) dans la ville et les a remplacés par des panneaux monolingues en turc.

Plusieurs défenseurs des droits humains ont déclaré que la politicienne kurde Sevil Rojbin Çetin a été détenue à son domicile à Diyarbakır et que pendant sa détention, la police a fait attaquer deux chiens qui l'ont gravement blessée.

16 propositions visant à supprimer l'immunité parlementaire des 13 députés du parti HDP, CHP et İYİ Parti ont été présentées au Parlement.



DROIT DE MANIFESTATION

Au cours du mois de juin, les manifestations pour motif de reprendre leur travail et pour protester contre les KHK (décrets-lois), ont été empêchées par la police à Ankara, Düzce et İzmir.

La police est intervenue lors d'une manifestation concernant la commémoration d'Ethem Sarısülük décédé suite à la violence policière durant les manifestations de Gezi en 2013, et 21 personnes ont été arrêtées. 10 personnes ont été détenues lors d'une autre manifestation à Ankara pour l'anniversaire des évènements de Gezi.

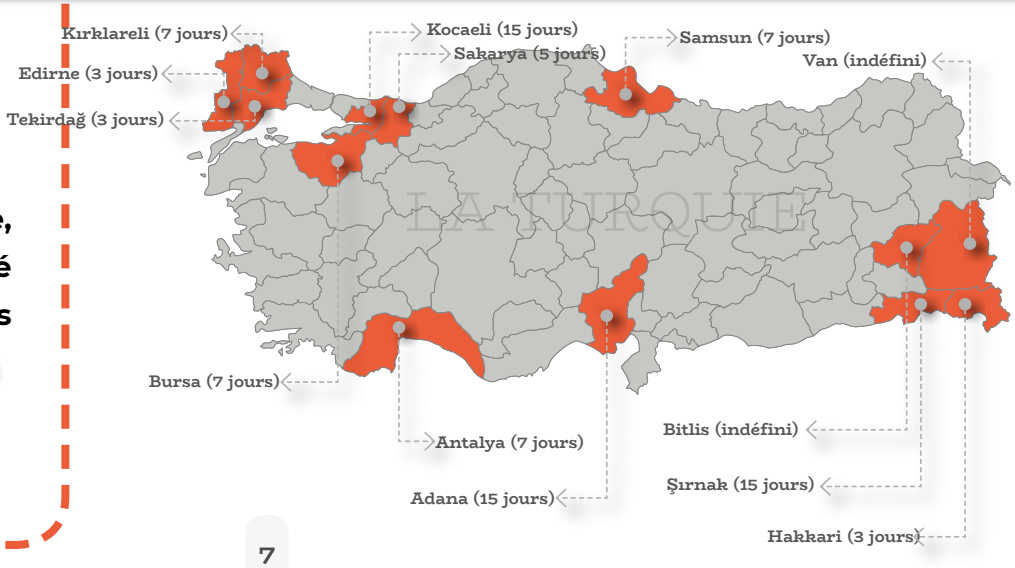
Une soixantaine de responsables d'associations de bars turcs marchant sur Ankara en signe de protestation, ont été intervenues par la police en bloquant la marche et en attaquant certains avocats, les empêchant de se diriger vers le centre de la ville. Les chefs de bars ont organisé un sit-in pour mettre fin à ce qu'ils appellent la «Marche de la défense», qu'ils avaient lancée en réaction aux plans du gouvernement visant à modifier la loi sur les systèmes électoraux des associations de bars, dans ce qui, selon les critiques, est un effort pour augmenter le nombre de figures pro-gouvernementales dans les bars.

Les réunions pacifiques à Samandağ (Hatay), à Kadıköy et à Beşiktaş (İstanbul), à Van, à Canakkale, à Yenişehir (Bursa) et à Gebze (Kocaeli) ont été interrompues par la police et il y a eu des arrestations.

La police est intervenue avec des gaz lacrymogènes et des balles en plastiques au « marché de la démocratie » lancé par le parti HDP de Silivri (İstanbul) à Edirne.

Tout rassemblement a été interdit par les préfectures de Bitlis, Mardin, Van, Urfa, Antep et Hakkari durant le mois de juin.

Dans les 13 villes ci-contre, les manifestations ont été limitées par les autorités locales : →



L'ABUS D'ACCUSATION DE TERRORISME

Dans le cadre des enquêtes policières contre le groupe güleniste, des centaines de personnes ont fait l'objet d'arrestations et de gardes à vue pour appartenance à une organisation terroriste. Principalement dans les villes d'İstanbul, Kayseri, Konya, Ankara, Izmir, Balikesir, Nevşehir, Bursa, Antep, Adana, Diyarbakır, Urfa, Van, Elazığ, Hatay et Sivas, près de 1 000 personnes, composées d'hommes et de femmes parmi lesquelles des policiers, militaires et enseignants révoqués de la fonction publique ainsi que des militaires actifs, ont été placées en garde à vue ou en détention.

A Adana, les forces anti-terroristes turques ont attaqué avec des armes lourdes une maison où se trouvaient des enfants en bas âge, l'accusation étant l'aide financière aux familles des prisonniers politiques injustement emprisonnés.

L'ancien officier du consulat des Etats-Unis à İstanbul, Metin Topuz, a été condamné à 8 ans et 9 mois de prison pour avoir été membre du mouvement Gülen.

LIBERTÉ DE LA PRESSE ET D'EXPRESSION

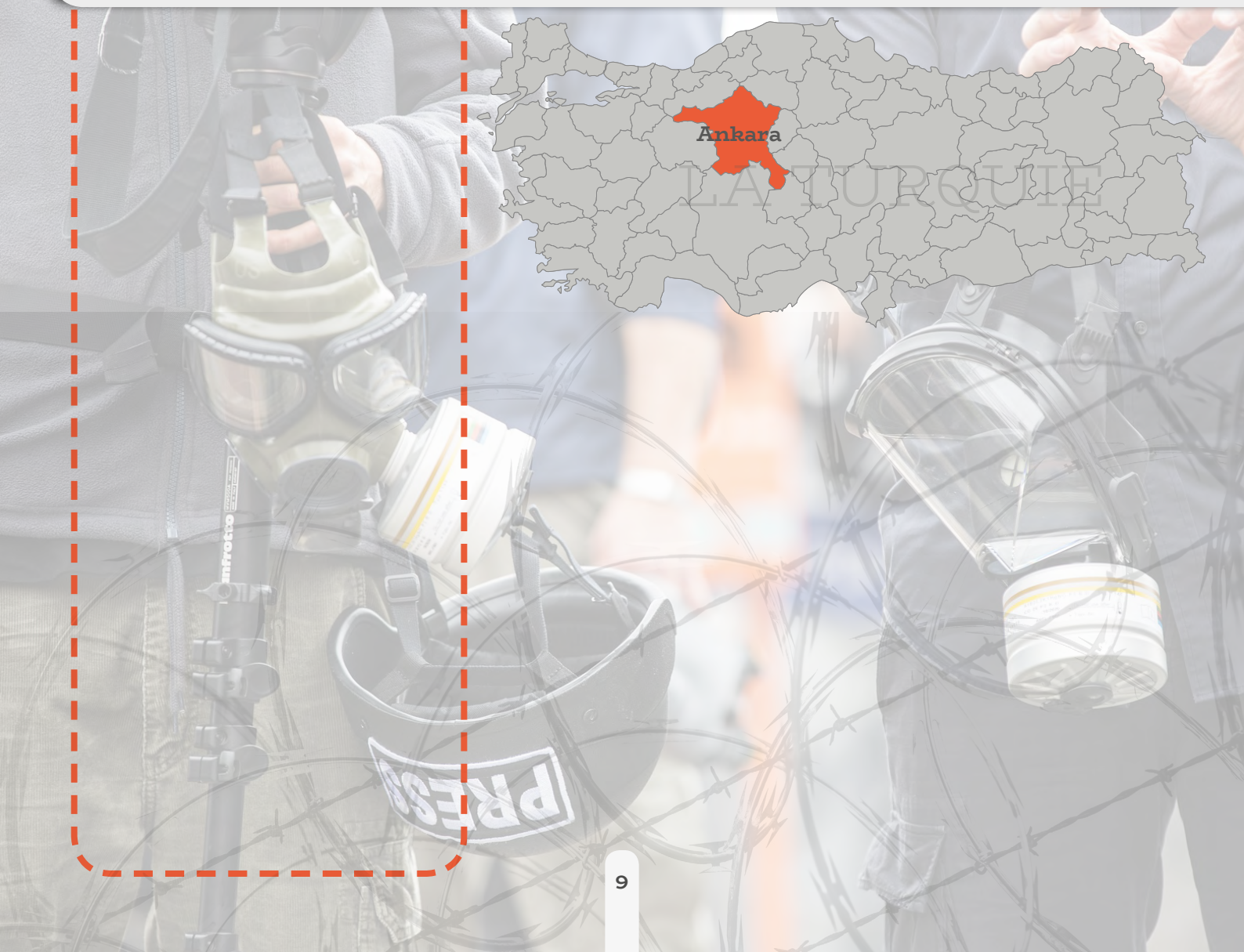
Le représentant à Ankara de la chaîne Telel İsmail Dükel, la directrice de l'information du site Oda TV Müyesser Yıldız et Veli Büysülen du journal Havadis ont été arrêtés dans le cadre d'une enquête dite d'espionnage militaire.

Une balle a été trouvée dans la boite aux lettres de Yavuz Selim Demirağı chroniqueur opposant du journal Yeniçağ.

Plusieurs personnes ont été arrêtées au mois de juin pour insultes au président de la république.

Le reporteur de Voice of America, Arif Asla, a été arrêté.

Plusieurs sites internet ont été fermés suite aux arrêts de la Haute Autorité de Radio et de Télévision (RTÜK).

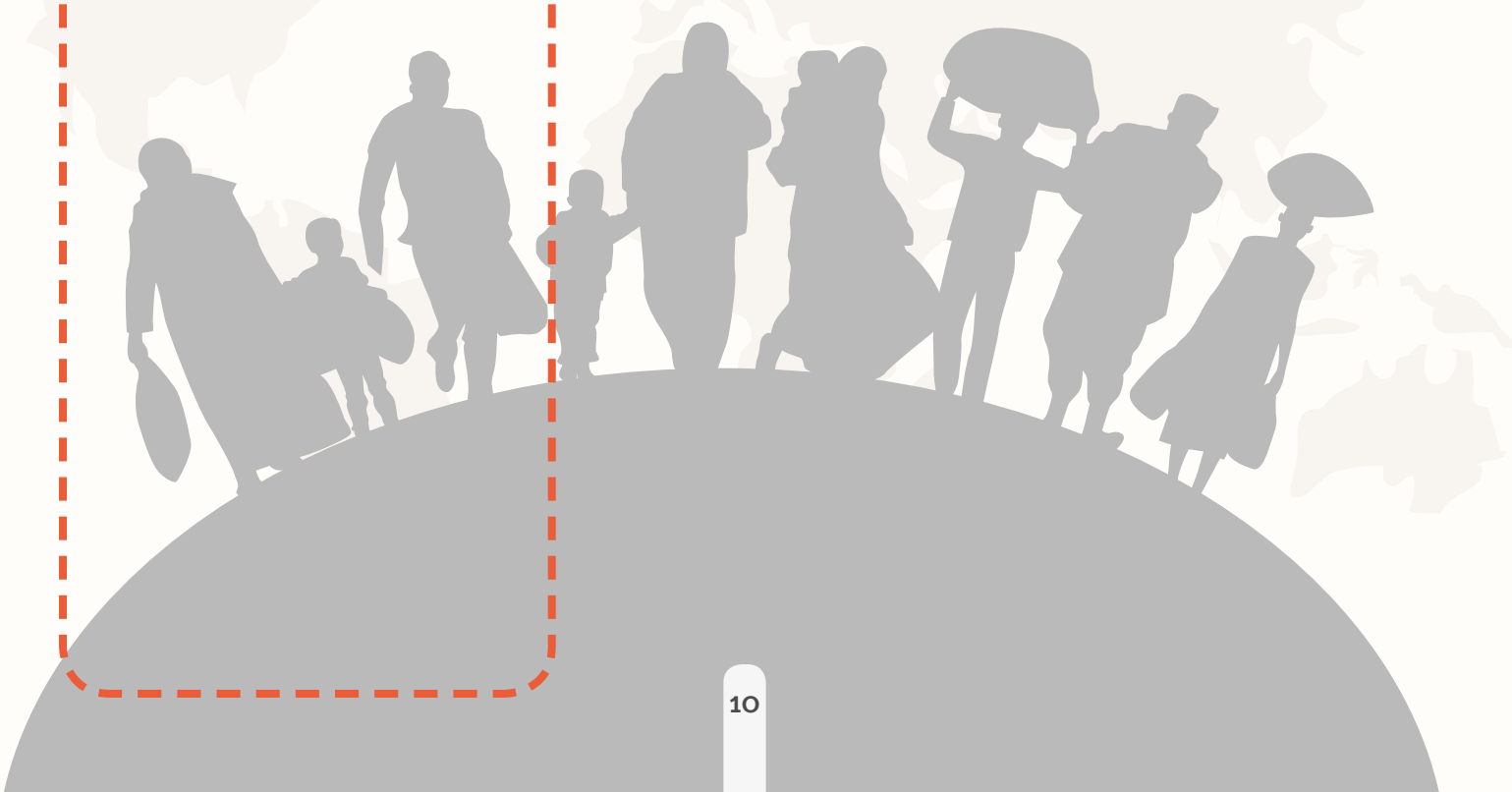


RÉFUGIÉS ET MINORITÉS

Un refugié syrien de 2 ans a été tué par ses voisins à Reyhanlı (Hatay).

L'association du barreau d'İzmir a rapporté que la municipalité de Çeşme a démoli des dizaines de tentes où vivaient des Roumains.

Deux Iraniens qui ont fui en Turquie par crainte de persécutions politiques des autorités iraniennes pour avoir participé à des manifestations nationales l'année dernière, ont été condamnés à mort après que la Turquie les déporta en Iran où ils ont été immédiatement arrêtés.



FÉMINICIDES

Au cours du mois de juin, 27 femmes ont été tuées et 23 femmes sont mortes de manière suspecte.

collectif
DDH